

Burundi : assassinat d'un responsable provincial d'un parti d'opposition

@rib News, 11/01/2010 â€“ Source AFP Un responsable provincial du parti d'opposition Union pour la paix et le dÃ©veloppement (UPD), proche de l'ancien patron du parti prÃ©sidentiel burundais aujourd'hui en prison Hussein Radjabu, a Ã©tÃ© assassinÃ© dimanche soir, a-t-on appris lundi de source administrative. "Un des responsables provinciaux du parti UPD, SylvÃ©re Niyonzima, a Ã©tÃ© assassinÃ© hier vers 20H00 (18H00 GMT) alors qu'il Ã©tait assis dans le bar dont il Ã©tait propriÃ©taire situÃ© au chef-lieu de la commune de Mpanda (Ouest)", a annoncÃ© l'administrateur de cette commune, ClÃ©ophas Nizigiyimana.

La commune de Mpanda est situÃ©e Ã 15 Km au nord de Bujumbura et dÃ©pend administrativement de la province de Bubanza. "D'aprÃ©s les tÃ©moins, un homme masquÃ©, avec un manteau de la police burundaise, est entrÃ© dans le bar. Il lui a tirÃ© huit balles Ã bout portant avant de s'enfuir, sans rien emporter", a expliquÃ© M. Nizigiyimana. "Apparemment, l'intention de ce criminel Ã©tait seulement de l'Ã©liminer", a-t-il estimÃ©. Le porte-parole du parti UPD, Chauvineau Mugwengezo, a pointÃ© du doigt le parti au pouvoir, le Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie - Forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie (Cnnd-FDD). "M. Niyonzima Ã©tait l'un des principaux leaders de l'UPD dans la province de Bubanza et il gÃ©nÃ©rait beaucoup le parti au pouvoir Ã cause de ses grandes capacitÃ©s de mobilisation des foules, surtout dans cette pÃ©riode prÃ©Ã©lectorale", a-t-il affirmÃ©, ajoutant que le meurtre a Ã©tÃ© commis "Ã moins de 15 mÃ©tres d'une position de la police, qui n'a pas rÃ©agi". Le parti au pouvoir a catÃ©goriquement rejetÃ© ces accusations. "Est-ce qu'on a attrapÃ© le criminel ? Est-ce qu'on a fait des enquÃªtes ? C'est une tentative de discrÃ©diter le Cnnd-FDD car notre parti ne peut pas user de telles mÃ©thodes", a rÃ©agi son porte-parole, OnÃ©sime Nduwimana. L'ex-prÃ©sident du parti prÃ©sidentiel burundais et ex-homme fort de ce pays, M. Radjabu, a Ã©tÃ© condamnÃ© Ã 13 ans de prison pour complot contre la sÃ©retÃ© de l'Etat en avril 2008. Son Ã©viction de la direction du Cnnd-FDD dÃ©but fÃ©vrier 2007 avait provoquÃ© une profonde scission au sein du parti prÃ©sidentiel burundais, une partie des membres ayant rejoint les rangs de l'UPD, alors un petit parti qui est devenu depuis l'une des principales formations d'opposition au Burundi. Ce parti est souvent en bute aux tracasseries administratives et policiÃ©res, selon des sources concordantes. Des Ã©lections gÃ©nÃ©rales (prÃ©sidentielle, lÃ©gislatives et communales au suffrage universel) sont prÃ©vues en 2010 au Burundi, qui tente de sortir depuis 2006 de 13 ans de guerre civile.